



EN CETTE RENTRÉE : PAS DE FATALISME NI DE RÉSIGNATION !

La rentrée 2024 est inédite. La crise démocratique et institutionnelle a franchi un nouveau cap avec la nomination de Michel Barnier, issu des rangs de LR comme premier ministre, piétinant ainsi les résultats des élections législatives. Sans surprise, cette nomination poursuivra la politique ultra-libérale menée depuis des décennies. Celle qui a été rejetée à la fois par le mouvement social de grande ampleur de 2023 contre la réforme des retraites et plus récemment dans les urnes.

PAS TROP DE DÉPENSES MAIS UN MANQUE DE RECETTES !

Sous prétexte d'un déficit public sans précédent qui serait dû à trop de dépenses publiques, le projet de loi de finances 2025 sera de manière certaine celui de l'austérité. La casse des services publics et les suppressions massives d'emplois de fonctionnaires, y compris à la DGFIP, vont donc s'amplifier ! En effet, une petite musique laisse déjà sous-entendre que le gage d'une pause dans les suppressions d'emplois à la DGFIP sera mis sous le tapis de la rigueur. À l'opposé au nom de la sacro-sainte croissance, les vannes des exonérations fiscales et sociales pour les entreprises seront grandes ouvertes.

L'ampleur du déficit public actuel est surtout dû aux politiques fiscales d'Emmanuel Macron, qui n'ont eu de cesse de réduire les recettes ! **Pour Solidaires Finances Publiques, il est urgent de faire de la fiscalité un véritable outil de répartition des richesses avec le rétablissement d'un impôt juste, progressif et redistributif. Il y a urgence à revaloriser l'ensemble des salaires et retraites. Il y a urgence à renforcer et développer les services publics !**

PAS DE RÉSIGNATION, NI DE FATALISME !

Face à cette situation, la résignation et le fatalisme ne doivent pas faire leur rentrée, bien au contraire ! Les revendications sociales portées par des millions de citoyennes et citoyens doivent enfin être entendues. Pour cela, il nous faut agir et se mobiliser contre les politiques d'austérité qui, une fois de plus, ne mèneront qu'à la désespérance sociale !

Solidaires Finances Publiques appelle les agentes et agents des Finances Publiques à être massivement en grève et dans la rue le 1er octobre, journée de mobilisation interprofessionnelle pour exiger :

- L'abrogation de la réforme des retraites,
- L'augmentation du SMIC et des salaires,
- Le développement et le renforcement des services publics, dont celui de la DGFIP.

En cette rentrée, Solidaires Finances Publiques est plus que jamais déterminé pour défendre la DGFIP, ses missions et ses agents mais aussi plus globalement pour que la justice fiscale, sociale et environnementale devienne une réalité !

LE 1^{ER} OCTOBRE, EN GRÈVE ET DANS LA RUE, FAISONS ENTENDRE NOS REVENDICATIONS !